

kazakhs des campagnes et de nouveaux arrivants dans les villes. Bien que ses déclarations officielles soient ambiguës, le mouvement revendique au minimum un redressement radical de ce qu'il perçoit comme des iniquités dans la répartition des revenus et des privilèges entre Russes et Kazakhs. Bon nombre de ses membres prônent en outre l'expulsion des Russes et des autres groupes non-kazakhs de la république.

Du côté russe, le premier mouvement important de défense des droits de leur communauté a été l'Unité, fondé au milieu de 1990. Il n'est pas surprenant qu'il ait centré son programme sur les droits de la personne et des minorités et tout particulièrement sur la défense des droits culturels, économiques et politiques de la population russe contre ce qu'il percevait comme une vague de fond de nationalisme anti-russe. Cible de fortes pressions du gouvernement, le mouvement a fini par se dissoudre³¹. Il a été remplacé par le mouvement Lad, un groupe qui, selon toute apparence, a un programme fondé sur des bases ethniques semblables.

Il y a donc deux niveaux dans la compétition que se livrent les partis. On retrouve d'une part les groupes dont le programme et le personnel ne sont pas perçus comme menaçant le Président. Ceux-ci disposent de ressources substantielles et leurs activités sont peu surveillées. D'autre part, il y a un groupe important de partis qui représentent une menace plus évidente pour la vision qu'a Nazarbaïev de l'avenir du Kazakhstan. Le système électoral a été utilisé pour limiter leurs chances de réussite³².

³¹ Ses leaders n'ont pas amélioré les choses lorsqu'ils ont appuyé le coup d'août 1991 à Moscou puisque cet acte criminel fournissait au gouvernement un prétexte pour dissoudre le mouvement.

³² À titre d'exemple, la loi électorale présidentielle, enfin publiée le 21 octobre 1991, faisait aux candidats l'obligation de recueillir 100 000 signatures pour poser leur candidature à la présidence. La date de clôture des nominations étant le 31 octobre, cela favorisait de toute évidence ceux qui avaient de puissantes organisations politiques et personne ne s'étonna que Nazarbaïev fût le seul candidat. Dans les récentes élections législatives nationales, l'obligation des 3 000 signatures faite aux candidats a évidemment favorisé les partis, y compris celui du Président, qui disposaient d'importantes ressources organisationnelles et financières.